

Etat de droit contre discours terroriste : comprendre les activités de *boko haram* en contexte de crise de la gouvernance publique

Falna Taubic

Université de Ngaoundéré
deseft@yahoo.fr

Résumé

Les logiques actancielles à elles seules, sont insuffisantes pour comprendre la dynamique des mouvements terroristes dans un environnement sociopolitique. Il faut y associer des logiques factorielles partant desquelles, l'analyse des organisations terroristes, recherche les causes de leur expansion dans une société sensée fonctionner selon le principe rousseauiste du contrat social. Cette communication interroge le rapport entre l'activité de la secte boko haram et la faillite de l'Etat dans ses missions régaliennes. L'hypothèse est que, la crise de la gouvernance publique a favorisé la présence de cette secte au Nord- Cameroun, en raison de l'absence des services sociaux de base, en même d'entretenir un patriotisme hostile à toute allégeance au terrorisme. Cette conjecture fonde alors l'analyse du discours terroriste partant d'une approche interdisciplinaire qui combine sémiotique de la communication et sociologie du développement local. Le cadrage théorique du néo- institutionnalisme permet de construire une sociologie de l'Etat néo-patrimonial face aux défis sécuritaires qui interpellent le savant dans sa contribution à l'édification d'une société démocratique.

Mots clés : terrorisme, Etat de droit, gouvernance publique, développement local

Abstract

Collective judgments alone are insufficient to understand the dynamics of terrorist groups in a sociopolitical environment. We need to include factor considerations with this, on the basis of which the analysis of terrorist organizations looks for the root causes of the spread of terrorist attacks in a

society supposed to function according to the principle of Rousseau's social contract. This paper examines the relationship between the activities of the boko haram sect and the failure of the State to carry out its regalian missions. The hypothesis is that bad governance has encouraged the presence of this sect in northern Cameroon, due to the lack of basic social services, while at the same time fostering patriotism hostile to any allegiance to terrorism. This assumption provides the basis for an analysis of terrorist discourse based on an interdisciplinary approach that combines the semiotic of communication and the sociology of local development. The theoretical framework of neo-institutionalism makes it possible to construct sociology of the neo-patrimonial State facing security challenges which call the attention of the scholar in his or her contribution to the edification of a democratic society.

Keywords: Terrorist groups, sect, social contract, neo-patrimonial State, neo-institutionalism

Introduction :

L'ouvrage du sociologue J. Ziegler (2008) intitulé *La haine de l'Occident* permet d'inscrire le terrorisme dans la dimension sociologique d'une construction sociale. Si selon l'auteur, ce phénomène s'explique par l'imposture du capitalisme mondialisé porté par la dictature de ceux qu'il appelle *Les nouveaux maîtres du monde* (2002), on est tenté de penser que la frustration et la lutte naissent d'une gouvernance exclusive et sélective. Ramenée au Nord-Cameroun, on peut supposer que la secte *boko haram* puise partiellement ses ressources dans la division nationale de la gouvernance qui a créé «un monde d'en haut» et «un monde d'en bas». Ce dernier qui vit dans une misère dont le champ lexical est inépuisable, devient dès lors une proie facilement enroutable par les vendeurs d'illusions d'un retour de l'acteur sur la scène nationale qu'il a quitté du fait de l'arrogance d'un groupuscule d'individus qui a versé dans le sous-développement institué. Suivant ce

raisonnement, on peut «bricoler» la conjecture selon laquelle *l'Etat a fabriqué un monstre qui viole, tue, pille et commet des exactions sur ses populations*, malgré la puissance stratégico-militaire que l'on lui reconnaît, sans compter les accords de défense qu'il a noués avec les grandes armées du monde. Une question demeure donc : comment une organisation terroriste comme *boko haram* parvient-elle à défier ces éléments résiduels de l'Etat westphalien au point de recruter des Camerounais conscients pour en faire une ressource humaine acquise à sa cause nébuleuse? Mieux encore, comment des individus jouissant de leurs droits civiques peuvent «sacrifier» leur Nation et prêter allégeance aux individus sans foi ni loi pour s'associer aux crimes odieux portant atteinte aux droits de l'Homme ? Ces questionnements fondent à formuler l'hypothèse d'une crise de la gouvernance qui en plus de dénaturer le patriotisme, facilite la conversion des victimes de la mal gouvernance aux idéologies terroristes. Suivant ce présupposé, l'objectif de notre argumentation est d'établir le lien entre l'échec de la gouvernance publique et la survie de la secte *boko haram* au Nord-Cameroun qui se nourrit du recrutement des citoyens. Pour y parvenir, il faut nécessairement mettre en relief les indicateurs socioéconomiques du développement dans cet espace marqué par l'insécurité, et convoquer la base théorique de notre raisonnement qui se résume au néo-institutionnalisme.

1. Etat : cadre de vie en société

L'analyse et la compréhension des activités de *boko haram* en contexte de crise de la gouvernance publique invitent à définir la notion de l'Etat.

1.1 De la notion de l'Etat et de sa définition

L'Etat recouvre à la fois un mot, un concept élaboré du point de vue théorique et une réalité politique justiciable d'une analyse historique. La réalité de l'Etat précède largement le mot et le concept. Pour synthétiser le processus de sa formation, on peut dire que : la réalité historique de l'Etat émergea à travers un processus millénaire commençant avec le traité de Westphalie de 1648 et se prolongeant jusqu'au XX^e. Le concept théorique émergea à travers un processus plus court et tardif ; il débute aux XVII^e et XIV^e siècles et fut achevé vers 1750 ; l'Etat au sens moderne n'émergea qu'à partir du XVI^e siècle. C'est au XIX^e siècle qu'il devint un vocabulaire courant. La création et la naissance de l'Etat au sens moderne est le fruit d'un long processus historique en Europe et fut importé en Afrique (B. Badie, 2014) à travers la colonisation qui aboutira à ce que l'auteur appelle *l'occidentalisation de l'ordre politique* (B. Badie, 2014) en Afrique dont *la greffe* tarda jusqu'à nos jours à prendre. En France à titre d'exemple, « l'Etat (...) est l'aboutissement d'un lent mouvement d'extension des structures et des prérogatives de l'ordre politique amorcées avec le basculement de la féodalité vers la modernité. L'Etat au Cameroun en revanche, relève d'un legs colonial » (A. Ngueleutou, 2008 : 1). Toujours est-il que l'Etat est né en Afrique au lendemain du processus de la décolonisation vers les années 1960. Comme plusieurs autres Etats en Afrique, le Cameroun accéda à l'indépendance le 1^{er} janvier 1960 et connaîtra une prospérité économique pendant seulement deux décennies. Ce nouvel Etat a été qualifié d'Etat providence.

1.2 Le Cameroun : un Etat-providence

L'Etat providence est une forme politique adoptée par certains Etats qui se dotent de larges compétences réglementaires, économiques et sociales en vue d'assurer une panoplie plus ou moins étendue de dépenses sociales au bénéfice des populations. Cette intervention de l'Etat vise à assurer un niveau minimal de bien-être à la population, en particulier à travers le système de protection sociale. Au lendemain de leurs indépendances, la plupart des Etats africains ont connu un accroissement considérable de leurs poids dans la société, compte tenu notamment du développement de l'Etat providence (Le Galès, 1999).

L'Etat providence a trois fonctions : la fonction de régulation, d'allocation des ressources et de redistribution. C'est une forme de capitalisme à visage humain dans lequel l'homme perçoit des revenus de substitution. La fonction de régulation est fondée sur l'esprit d'assurer la croissance et l'équilibre. Elle est une fonction de l'Etat en tant qu'instance préposée au maintien de la cohésion sociale; celle d'allocation des ressources correspond à une fonction visant à utiliser les ressources (financières, humaines et matérielles) en vue de produire des biens et services collectifs. Les ressources peuvent être utilisées pour créer un bien ou service public gratuit ou alors des biens publics marchands. La fonction de redistribution quant à elle, regroupe l'ensemble des mesures prises par l'Etat ou par d'autres administrations publiques pour modifier la répartition des revenus en prélevant des impôts et des cotisations sociales et en distribuant des revenus de transfert. Ces fonctions ont été assurées par le Cameroun au lendemain de son accession à l'indépendance et ont fait de ce dernier un Etat-providence.

Selon Touna Mama, le Cameroun a connu une longue période de croissance annuelle strictement positive de 1950¹-1986. Au cours de cette période selon l'auteur, le Produit Intérieur Brut (PIB) d'abord cru à un taux quasiment constant de 3,7% par an et ce jusqu'en 1960 et de cette année à 1976, le taux de croissance instable varie en dents de scie, entre 1,2% et 6,5% autour d'une moyenne annuelle de 3,4%. Le début de l'exploitation pétrolière en 1977 permet poursuit l'auteur de booster la croissance économique et d'inaugurer une décennie de taux de croissance plus élevés ; de 1977 à 1986, le PIB croît à un taux moyen annuel de 7,6% en termes réels. Des taux de croissance à deux chiffres sont d'ailleurs enregistrés en 1980 et 1981, respectivement de 10,2% et 17,1%. Le PIB effectue un bond en passant de 564,586 à 1020, 278 dollars (2009 : 15-16). Mais, «Au rôle prééminent de l'Etat dans le consensus classico-keynesien qui a prévalu dans la tradition développementaliste d'avant la crise des années 1980 est substitué le rôle prééminent du marché dans le consensus de Washington » (2009 : 282) qui a consacra le début de la crise économique et la fin de l'Etat-providence. « L'Etat autrefois producteur des biens et de services devient régulateur neutre des processus de marché » (R. Nguielieutou, 2008 : 3).

1.3 Crises économiques et faillite de l'Etat du Cameroun

Le Cameroun qui avait portant connu une prospérité économique a été frappé par deux crises économiques qui ont fait de ce dernier un Etat failli dans lequel les autorités « sont incapables d'exercer les missions qui sont les leurs tant dans les domaines régaliens (contrôle du territoire, sécurité des personnes et des biens, exercice de la justice) que dans ceux de

¹ En évoquant cette année, nous faisons allusion au Cameroun oriental.

la délivrance de services économiques et sociaux à la population » (Veron, 2011 : 46).

Le Cameroun qui a connu une prospérité économique au lendemain de son accession à l'indépendance a été secoué par une première crise économique dont l'origine remonte en 1980 mais reconnue en 1985-1986. Durant les deux premières décennies de son indépendance, ce pays avait pourtant connu une forte croissance économique :

La crise économique est une dégradation brutale de la situation économique et des perspectives économiques d'un pays ou d'une zone économique. Elle est aussi un ralentissement de l'économie. Cette crise a entraîné une hausse des prix,, des déficits commerciaux et une perte des recettes publiques Elle a sévèrement secoué le Cameroun en 1986 à partir de la chute des prix du pétrole en faisant perdre au Cameroun la principale source de ses recettes qui l'a rendu incapable d'honorer ses engagements auprès des banques commerciales (C.A Bita et J-F. LNGONO, 2022). Il faut ajouter à ce facteur, la chute des cours du café, du cacao qui ont conduit à une détérioration des termes de l'échange. A partir de 1987, le Cameroun a été secoué de plein fouet les effets désastreux de la crise économique aigüe et de la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel. Cette situation catastrophique est résumée ainsi qu'il suit par Touna Mama :

de 1987 à 1994, le PIB chute continuellement avec un taux de croissance moyen de -4,1% l'an. Le PIB par tête qui avait atteint en 1986 le sommet historique de 1020, 278 dollars américains constant de 2000 se retrouve à seulement 596,068 des mêmes dollars en 1994 (World Bank, 2007, WDI), ramenant le niveau de vie des Camerounais à 20 ans en arrière. Cette chute du PIB par

tête, estimée à 6,5% l'an, fait passer le Cameroun en 1994 du statut du pays à revenus intermédiaires qu'il occupait depuis la deuxième moitié des années 1980 jusqu'en 1993 à celui de de pays à revenus bas selon la classification de la Banque Mondiale (2009 : 16).

Cette crise économique a obligé le Cameroun à adopter une politique d'austérité imposée par les Institutions de *Bretton Woods* résumé aux plans d'ajustement structurel reposant sur les dix commandements selon l'expression de Touna Mama à savoir :

la réduction voire la suppression du déficit budgétaire par une politique d'austérité, la réduction voire la suppression des subventions pour respecter la vente des prix, l'orthodoxie de la politique monétaire pour avoir des taux d'intérêt adéquats, la dévaluation pour avoir un taux d'échange compétitif, la libéralisation des échanges commerciaux, l'amélioration de la compétitivité, la privatisation des entreprises publiques, la déréglementation pour supprimer les barrières à l'entrée et à la sortie des marchés, la réforme fiscale dans le sens de l'élargissement de l'assiette fiscale et de la réduction des taux d'imposition marginaux et la protection des droits de prospérité pour faciliter la création des richesses (2009 : 281-282).

Le Cameroun après son accession à l'indépendance s'était véritablement lancé dans la voie de son développement à travers la création des entreprises publiques et parapubliques.

Mais, parmi les 150 entreprises recensées dans le portefeuille de l'Etat et sur le base de l'échantillon des

75 entreprises du groupe d'urgence, 6 devaient être privatisées, 12 liquidées (dont 5 déjà dissoutes), 38 réhabilitées et 4 fusionnées en deux entités hormis les 14 entreprises de secteur financier et bancaire (2009 : 279).

La reprise économique de 1995 à 2007 n'a pas pourtant stabilisé l'économie camerounaise, car ce pays s'est plongé à nouveau dans une autre crise économique. « Si le retrait de l'Etat du circuit économique a été présenté comme une voie de salut pour l'Afrique, cela a été fondé sur les succès sociaux du capitalisme et du libéralisme social en Occident » (Gaulme, 2011 : 26). « Sauf que cette réussite n'a pas été au rendez-vous chez nous » (Ousmanou Nwatchock a Birema, 2018 : 7).

A peine être sorti de la crise économique, le Cameroun a été plongé de nouveau dans une deuxième crise économique. La dette publique du Cameroun culmine à 12 150 milliards depuis le mois de septembre 2023. Cet encours représente 43, 9% du PIB. Si le niveau d'endettement du Cameroun est en dessous du critère de convergence CEMAC, reste que les effets de cet endettement sont subis par les populations du Cameroun de manière générale et celles de la région de l'Extrême-Nord de manière particulière.

La deuxième crise économique dans laquelle est plongée le Cameroun se manifeste à travers l'inflation qui a atteint en moyenne 7, 8%. Cette augmentation est due selon les économistes à la hausse des prix des produits alimentaires et des transports avec des taux d'inflation respectifs de 12,8% et 11, 5%. Les deux crises économiques que le Cameroun a connues au lendemain de sa prospérité sont la conséquence de la crise de la gouvernance.

2. Crise de la gouvernance et insécurité à l'Extrême-Nord du Cameroun

Pour évoquer la crise de la gouvernance, il est important de définir cette notion afin de montrer ce en quoi sa crise à générer l'insécurité à l'Extrême-Nord du Cameroun, unité d'observation et de notre analyse.

2.1 La gouvernance et ses principes

De manière générique, la bonne gouvernance renvoie à la capacité des gouvernants à bien gérer les affaires publiques à partir de ce que et ce par essence est la politique qui est l'art de bien gérer la cité, la cité renvoyant ici à l'Etat. C'est le processus par lequel institutions publiques conduisent des affaires publiques, gèrent des ressources publiques et garantissent la réalisation des droits de l'homme. Elle repose sur un ensemble de principes à savoir la transparence à travers laquelle les processus décisionnels et les résultats doivent être clairement communiqués à toutes les parties prenantes concernées, la responsabilité qui oblige les décideurs à être responsables de leurs actes et de leurs résultats. On peut à partir de ces principes de la gouvernance s'interroger ainsi qu'il suit: Le Cameroun est-il bien gouverné dans son ensemble ? En d'autres termes, son mode de fonctionnement respecte-t-il les principes de la bonne gouvernance ?

2.2 L'émergence de la crise à l'Extrême-Nord du Cameroun à partir de la naissance de la secte Boko Haram

Pour comprendre l'incursion de la secte Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, il convient de rappeler que cette secte officiellement connue sous le nom

Jama' at Ahl as-sunnat Lid-Da'wa'l-Jihad est une organisation militante islamiste basée dans le Nord-Est du Nigéria, qui est également active au Tchad, au Niger et au Cameroun précisément dans sa partie septentrionale et notamment dans les départements du Mayo-Tsanaga, du Mayo-Sava et du Logone et Chari. Cette secte a été créée en 2002 à Maiduguri par son fondateur Mohamed Yusuf et a fait allégeance à l'Etat islamique à partir de 2015. Son idéologie est fondée sur le *salafisme djihadiste, takfirisme*, l'anti-occidentalisme. Le mode opératoire est constitué de la lutte armée, de la guérilla, du terrorisme, des attentats suicides, des massacres, des prises d'otages, l'objectif étant de créer un califat régi par la *charia*. Une littérature abondante existe sur Boko Haram². Il est cependant important de rappeler que ses premières actions offensives dans la région de l'Extrême-Nord remontent au début des années 2013. Bobbo Moussa (2022) qui s'est livré à analyser l'expansion de cette secte pense qu'elle a connu trois phases : La première qui s'étale de mai 2013 à juin 2015 fut marqué par des enlèvements ciblés et l'expansion territoriale. Cette période selon l'auteur fut la période la plus offensive marquée par l'attaque des positions des forces camerounaises et les localités stratégiques. La deuxième, de juin 2015 à avril 2016 a été caractérisée par des méthodes de combat hybrides et asymétriques et le troisième qui se situe de 2016 à nos jours, se caractérise par des actes de nuisance isolés. Tout compte fait, les conséquences de l'incursion de la secte Boko Haram sur le territoire camerounais sont importantes. Des villages entiers lors des attaques de cette secte nébuleuse sont

² Lire à ce sujet Kougou L., *Boko Harm. Parti pour durer*, Paris, l'Harmattan, 2016, *Boko Haram, Le Cameroun à l'épreuve des menaces*, Paris, L'Harmattan, 2014, Guibaud P., *Boko Haram, histoire d'un islamisme sahélien*, Paris l'Harmattan, Seignobos C., « Boko Haram et le Lac Tchad. Extension ou sanctuarisation ? », in dossier « comprendre Boko Haram. Des pasteurs transhumants entre alliance et conflits au Tchad », *Afrique contemporaine*, n° 255, 2015, Wassouni F. et Gwoda A. A., *Regards croisés sur Boko Haram au Cameroun*, Les Editions du Schabel, 2017, Wassouni F. et Gwoda A. A., *Boko Haram au Cameroun : dynamiques plurielles*, Yaoundé, Presses de l'Imprimerie les Grandes Editions, 2017.

suivis des enlèvements, des massacres, du vol du bétail³. En recourant à la technique de la terre brûlée, des marchés, des écoles et des centres de santé sont incendiés obligeant ainsi les populations à déserter leurs villages dépouillés de leurs biens et amputés des membres de leurs familles. Le terrorisme semé par la secte Boko Haram relève-t-il d'une simple idéologie ou alors une production sociale des laissés pour compte de la gouvernance publique?

3. Le terrorisme de Boko-Haram : simple idéologie politique ou production sociale des laissés de la gouvernance publique ?

Si pendant longtemps le sous-développement de l'Afrique a été expliqué par « (...) l'impérialisme, réduisant commodément les maux africains aux manœuvres des puissances étrangères, à commencer par celles des anciens colonisateurs » (P. Dalloz, 2006 : 618), il faudrait désormais orienter les réflexions en recherchant les causes de ce sous-développement de l'intérieur. Le terrorisme distillé par Boko Haram repose sur un fondement idéologique mais fait son lit dans une politique sociale des laissés pour compte qui peut être analysée par la crise de la gouvernance.

3.1 Crise de la gouvernance

Il est question de montrer que le terrorisme est une production de la crise de la gouvernance publique et la faillite de l'Etat dans ses missions d'assurance du bien-être des populations. Pour le démontrer, il faut recourir à la recherche documentaire des publications relatives aux théories du patrimonialisme comme conjecture de la faillite du

³ Lire à ce sujet Bobbo Moussa (2022 : 18) qui a produit un inventaire du nombre de bovins et de caprins volés. Le nombre de bovins volés de 2014 jusqu'à 2021 est de 22430 et celui de caprins de 16529.

développement en Afrique. Il est dès lors important de saisir les fondements de la bonne gouvernance aux prismes des institutions internationales et des fondements d'un Etat de droit à partir de la théorie du néo-institutionnalisme qui postulent que les institutions politiques contribuent largement à la détermination de l'action politique, et par là même à la stabilité du système politique (March et Olsen, 1984). La question est dès lors, de savoir de quelle manière les institutions influencent les actions individuelles et collectives. D'où la pertinence de la bonne gouvernance comme gage de la lutte contre le terrorisme.

La crise de la gouvernance au Cameroun se manifeste dans plusieurs secteurs qui relèvent de l'économique du politique et du social. La mauvaise gouvernance économique selon un rapport de la banque mondiale se traduit par :

le manque de performance et de compétitivité des entreprises publiques perdure depuis de nombreuses années, et est lié en grande partie à des problèmes de gouvernance et de transparence. Le système de gestion et de surveillance des entreprises publiques resté fragmenté, sans encore un véritable pilote pour assurer la tutelle de l'Etat actionnaire (rapport Investir au Cameroun, 2021).

Classé 142^{eme} sur 180 pays, dans l'indice de perception de la corruption 2022 par *Transsparency International*, le Cameroun connaît des problèmes de gouvernance qui freinent son développement et le rendent moins attractif aux yeux des investisseurs. Cette situation rétrécit le marché de l'emploi et augmente le chômage qui de l'ordre de 03 ; 3%.

Sur le plan purement politique, la faillite de l'Etat du Cameroun peut se décliner par des difficultés à assurer la sécurité de ses frontières dans les zones impactées par la crise due à l'incursion de la secte Boko Haram ainsi que le pense Nana Rodrigue Ngassam : « Un premier facteur est la défaillance des Etats dont une des faiblesses reste l'incapacité à parachever leur autorité sur leur territoire. Le grand ensemble constituant le bassin du Lac-Tchad reste sous-administré et souffre d'une mauvaise gouvernance chronique » (2020 : 5). Les frontières existent partout et délimitent les Etats. Cependant, elles doivent être protégées à l'effet d'assurer l'intégrité territoriale de chaque Etat. A ce sujet, le Cameroun éprouve des difficultés réelles à assurer un contrôle efficace sur ses frontières avec le Nigéria. « A cela, la faible combinaison d'une faible intégration nationale de l'Extrême-Nord à la négligence historique des zones frontières par l'Etat a fait de cette région un espace très perméable aux activités criminelles » (Bobbo Moussa, 2022:13). La perméabilité des frontières du Cameroun avec le Nigéria ne saurait à elle seule expliquer l'incursion de la secte Boko Haram. Le terrorisme semé par cette secte est aussi une production sociale des laissés pour compte de la gouvernance publique.

3.2. Le terrorisme de Boko Haram : une production sociale des laissés de la gouvernance publique

La question centrale qui guide la réflexion dans cette partie se formule ainsi qu'il suit : le terrorisme distillé par la secte Boko Haram est-il un simple phénomène d'instauration d'un ordre politique par la terreur, ou une production sociale liée à la frustration collective? Il s'agit alors d'expliquer l'origine sociale du terrorisme et de théoriser une sociologie de la frustration collective en contexte de crise de l'Etat moderne et

de son incapacité à répondre aux besoins sociaux des acteurs qui deviennent la proie des organisations terroristes en raison de leur vulnérabilité socioéconomique. Cette approche vise à comprendre l'état des tensions propres à une situation attendue mais refusée. La frustration engage donc un malaise chez l'individu parce que les attentes sociales ne sont pas constituées. Dans cet ordre d'idées, (W.G. Runciman, 1966) pense que la frustration survient chez un individu suite aux conditions suivantes : il n'a pas le bien ; il voit que d'autres le possèdent ; il désire le bien ; il perçoit comme plausible l'éventualité d'en disposer. La pertinence de cette seconde théorie réside dans sa capacité à illustrer que, la privation des citoyens des ressources aboutit nécessairement à une accumulation des frustrations collectives qui s'expriment par des ralliements aux organisations terroristes.

Il est question aussi de relever quelques indicateurs de la crise de la gouvernance publique à partir de quelques repères tels que : l'exclusion sociale ou ce qui pourrait se nommer le néo-prolétariat ; le pouvoir d'achat et le niveau du revenu moyen des citoyens ; le seuil de démocratie et des libertés publiques ; l'état d'application des lois et des réformes institutionnelles collectivement admises ; l'existence des infrastructures socioéconomiques et leur capacité à assurer la sécurité sociale des citoyens.

L'Extrême-Nord est parmi les régions les plus pauvres du Cameroun. Elle connaît le taux de pauvreté le plus élevé qui était de l'ordre de 65,9% en 2007. L'incursion de la secte Boko Haram en 2009 trouva pour ainsi dire un terrain fertile pour son installation qui a profité du recrutement des jeunes désœuvrés qui n'ont pour seul secteur d'insertion socioprofessionnel que

l'informel⁴. « De nombreux jeunes sous-scolarisés sont sans emploi de même que le peu de jeunes ayant fait des études. Le travail à disposition quand il n'est pas à la journée ou à la hauteur des ambitions au regard des études faites se trouve dans l'informel. Ce sentiment de blocage et d'absence d'opportunités sociales ont incité des personnes séduites par la perspective d'un salaire régulier ou par l'appât de gain et de l'argent facile à rejoindre Boko Haram » (R. Nana Ngassam, 2020: 25). Les sources militaires établissent que « Boko Hrama recrute des jeunes camerounais. Le groupe cible beaucoup plus les jeunes pauvres et âgés de 20 ans au moins ». Les jeunes recrus sont encouragés par les parents qui selon les mêmes sources reçoivent une somme de 1 000 000 Frs CFA en échange du recrutement de leurs enfants qui, à leur tour, rentrent après leur recrutement avec beaucoup d'agent avec lequel ils achètent les motos à l'effet de se livrer aux activités clandestines de transport et de contrebande très prospères dans la zone. S'il est difficile d'établir exactement l'effectif des jeunes camerounais recrutés par Boko Haram, on ne saurait cependant douter de leur présence massive dans les rangs des terroristes.

Le recrutement des jeunes camerounais par la secte Boko Haram peut aussi être analysé à travers la défaillance de la politique sociale du Cameroun. En effet, dans les zones impactées par la crise, l'Etat éprouve des difficultés réelles à assurer aux populations une politique sociale à la hauteur de leurs attentes selon les données fournies par l'Enquête Complémentaire à la quatrième Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (EC-ECAM 4)⁵. Malgré les progrès enregistrés dans le domaine de la santé à travers la construction des Centre

⁴ Ce secteur est constitué de la boucherie, de la mécanique de la conduite de motos, du transport routier de la vente des tissus pour l'essentiel.

⁵ Cette enquête a été réalisée par l'institut National des Statistiques en 2020.

de Santé Intégrés (CSI) et des Centres Médicaux d'Arrondissement (CMA), les populations éprouvent des difficultés à accéder aux soins de santé. A titre d'exemple, le taux de mortalité infanto juvénile pour 1000 naissances vivantes est de 154 dans la région de l'Extrême-Nord. Ce taux est plus élevé dans les communes impactées par la crise.

Les populations sont également confrontées aux difficultés d'accès à une source améliorée d'eau. Si le Département du Logone et Chari a le taux le plus élevé qui est de l'ordre de 92,9% suivi du Mayo-Sava 75, 7%, le Mayo Tsanaga a, par contre, le taux le plus bas qui est de l'ordre de 29, 4%. Il est respectivement de l'ordre de 29%, 31,5% et 29,5% dans les communes de Mozogo, Koza et Mogode.

Quant à l'accès à l'électricité et ce, dans l'ensemble de la région de l'Extrême-Nord, 4 personnes sur 10 ont accès à l'électricité. Ailleurs, moins d'une personne sur 10 bénéficie de cet accès.

L'Extrême-Nord détient aussi les taux d'alphanumerisation et de fréquentation scolaire les plus bas du pays. Malgré la hausse de ces indicateurs dans la région ces dernières années, le taux d'alphanumerisation des jeunes âgés de 15 à 24 ans est de 53,4%. Le Logone et Chari enregistre le niveau le plus faible. Il est de 13% chez les jeunes femmes et de 36% pour les jeunes hommes. Toutes ces difficultés d'accès aux services de base sont accentuées par la pauvreté généralisée.

Le taux de pauvreté pour l'ensemble de la région est de 74,3% soit près du double du niveau national qui se situe à 37,5%. Selon les résultats de l'Enquête Complémentaire à la quatrième Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (EC-ECAM 4)⁶, l'évolution du taux de pauvreté monétaire s'explique par la faiblesse des opportunités de transformations des

⁶ Cette enquête a été réalisée par l'Institut National des Statistiques en 2020.

potentialités en dotation factorielles dans la région. Ceci s'illustre par la faiblesse du capital humain.

Les difficultés auxquelles l'Etat du Cameroun est confronté quant à l'assurance d'une politique sociale optimale en faveur de ses populations se traduisent également au niveau des infrastructures routières et socioéconomiques. En rapport avec le linéaire des routes nationales et régionales, le réseau routier de cette région affiche 6% en bon état, 13, 68% en moyen état et 80, 32% de routes en mauvais état.

La carence dans la gestion politique et socioéconomique dans cette partie du territoire de manière spécifique favorise le recrutement des combattants camerounais. Dans les zones impactées par la crise, les infrastructures socioéconomiques les plus importantes sont situées au Nigéria. Il est connu de tous ce que représentent les marchés de Moubi, Gambarou et de Banki. Dans les zones impactées par la crise, les échanges s'effectuent à travers la monnaie nigériane ce qui traduit la dépendance du Franc CFA à celle du Nigéria.

Le Cameroun en tant que Etat est une production de la colonisation. Son accession à l'indépendance n'en a pas pourtant fait un Etat moderne du fait du néo-patrimonialisme qui repose sur trois fondements de bases à savoir : une extrême personnification du pouvoir, un système fort de clientélisme et de patronage et une mauvaise utilisation des ressources de l'Etat. Pour opérationnaliser notre hypothèse de base, nous allons nous appesantir sur des faits du système politique camerounais récent afin d'être en adéquation avec nos analyses qui ambitionnent de comprendre les activités de *boko haram* en contexte de crise de la gouvernance publique.

L'extrême personnification du pouvoir au Cameroun puise sa source dans le régime politique qui est présidentialiste

reposant sur un système politique centralisé. S'il est important de relativiser ce point de vue du fait de la révision de la constitution et de son adoption qui en fait un Etat unitaire décentralisé, reste que le processus de décentralisation y est lent. Il subit et reproduit les effets du système politique centralisé marqué par la personnification du pouvoir, le clientélisme et le patronage.

Dans notre unité d'observation et d'analyse constituée des zones impactées par la crise sécuritaire due à l'insécurité de Boko Haram, la personnification du pouvoir se caractérise par sa confiscation et se traduit par la permanence de certains acteurs politiques à la tête de certaines positions du pouvoir.

Pendant longtemps, la figure politique du Nord-Cameroun a été incarnée par l'inamovible Gouverneur, Ousamane Mey⁷ qui, après sa retraite a été le président du Conseil d'Administration de la Caisse Nationale de la Prévoyance Sociale et ce, jusqu'à sa mort dans la nuit du 29 au 20 janvier 2016. Sa figure reste présente dans le gouvernement camerounais à travers celle de son fils, Alamine Ousmane Mey⁸, l'actuel Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire après avoir été Ministre des Finances. De même, dans le Département du Mayo-Sava, la position du pouvoir au niveau central a été incarnée par

⁷ Ousmane Mey de son vrai nom Abba Ousmane Mey, a été Gouverneur de ce qui a été la province du Nord de 1972 à 1983 après avoir été Inspecteur Fédéral. Il a été également le Président du Conseil d'Administration de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale de 1991 à 2016.

⁸ Alamine Ousmane Mey est depuis 2018 Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire après avoir été Ministre des Finances (2011-2018).

Ahamdou Ali⁹ et l'est aujourd'hui par Ibrahim Talba Malla¹⁰ et Cavaye Yeguié Djibrill¹¹, dans le Mayo-Tsanaga par Zacharie Perevet¹². La circulation de l'élite et le renouvellement de la classe politique y semblent bloqués et constituent une source de frustration pour des citoyens qui se sentent exclus de la gestion des affaires publiques au sommet.

Si l'élection est le mode de dévolution du pouvoir au niveau local, force est de faire remarquer qu'elle est marquée du sceau du clientélisme et du patronage. La présidence de l'exécutif pour le compte de la commune de Mora a été pendant quatre décennies exercé par un individu en la personne de Abba Boukar et ce, jusqu'à sa mort à Maroua le 22 avril 2022.

Les conditions de vie des populations opérée à travers la répartition du Budget d'Investissement Public qui sert à financer toutes les dépenses ayant pour vocation à modifier ou à enrichir le patrimoine de la collectivité tardent à s'améliorer. Outre le fait que la région de l'Extrême-Nord a la part incongrue de ce budget, il est aussi mal utilisé. Cette mauvaise utilisation est traduite sur le terrain par l'arrêt et l'inachèvement des chantiers.

⁹ Administrateur Civil de formation, Amadou Ali a été tour à tour Délégué Général à la gendarmerie (1953-1985) puis Secrétaire d'Etat à la Défense chargé de la gendarmerie (1985-1996). En 1996, il est nommé Secrétaire Général à la Présidence de la République cumulativement avec ses fonctions de Secrétaire d'Etat à la Défense. Il a été Ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense (1997-2001) puis Ministre d'Etat chargé de la justice, garde des sceaux (2001-2004). En décembre 2004, il est nommé Vice- Premier Ministre tout en étant Ministre de la Justice et garde des sceaux et Ministre délégué à la Présidence chargé des Relations avec les Assemblées (2011 à 2019).

¹⁰ Inspecteur des Impôts de Formation, il a été Directeur Général de la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures (1994-2013) et Directeur de la Société Nationale des Raffineries (2013-2019). Il est actuellement Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé des Marché Publics et ce depuis 2019.

¹¹ Cavaye Djeguié Djibril a été élu Député pour la première fois en 1970 pour le compte de l'Assemblée Législative. Il a été élu à l'Assemblée Nationale du Cameroun en 1973 et ne quittera cette auguste institution qu'en 1988 pour y revenir en mars 1992 et y devenir. Président. Il est par ailleurs Chef traditionnel Mada depuis 1971.

¹² Zacharie Perevet est Ingénieur agronome de formation. Il a été Secrétaire d'Etat au Ministère du Plan et l'Aménagement du Territoire (1992 -1994) et occupera le même poste au Ministère des Transports (1994-1997) puis à l'Agriculture de 1997 à 2002. Il deviendra Ministre de la Recherche Scientifique et Technique (2002-2004) et Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de 2004 à 2019.

Au Cameroun, la gouvernance publique est mise à rude épreuve depuis quelques décennies par des crises successives et d'amplitude et c'est à ce titre qu'a été mis sur pied le Programme National de la Gouvernance et l'adoption de la loi portant Code de Transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun en 2018. D'autres institutions en la matière existent. C'est le cas d'évoquer la Commission Nationale Anti-corruption (CONAC), l'Agence Nationale d'Investigation Financière (ANIF). Une autre structure judiciaire a été spécialement créée pour lutter contre la corruption, le Tribunal Criminel Spécial. En dépit de l'existence de ces instruments juridiques, le Cameroun éprouve des difficultés réelles à se moderniser politiquement. Les difficultés économiques auxquelles ce pays est confronté l'ont conduit à augmenter les prix de certains produits pétroliers tels que l'essence et le gasoil, augmentation qui malheureusement est source de tensions sociales.

Conclusion

Les contradictions internes à l'Etat et à répondre efficacement aux besoins du peuple, aboutit à une *Société bloquée* (M. Crozier, 1991) dans laquelle la production sociale s'opère exclusivement sous l'angle de l'insécurité et des contestations populaires. Ainsi, le divorce entre l'élite gouvernante et les citoyens, tient surtout à l'échec des politiques publiques qui n'ont pas créé une société du trinôme justice- égalité-développement. Dès lors, l'Extrême-Nord du Cameroun apparaît comme un terrain fertile d'une haine de la nation et d'étouffement d'un patriotisme salvateur. Les indices de développement local exposés et analysés dans ce travail favorisent l'antipatriotisme et la survivance des activités de la

secte terroriste boko haram. Nous avons étudié les activités de boko haram comme la conséquence des frustrations collectives déconnectées des velléités sécessionnistes. Par contre, leur «religiosisation» par la pensée unique de l'occidentalisation renforce le fossé entre la pensée du palais et la pensée du frustré. En pareille circonstance, naît soudainement une conscience de classe en soi, fondée sur un manifeste qui appelle à l'union d'une *lutte pour la reconnaissance sociale* (A. Honneth, 2013). Dans une perspective de la sociologie de l'action publique en contexte de crise sécuritaire, la rationalité des politiques doit être collective et non individuelle. Elle doit embrasser tous les pans de la société. Il est souhaitable que l'érection de cette région en zone économiquement sinistrée et son éligibilité au projet de reconstruction contribuent à y réduire de manière efficace les disparités avec les autres régions du Cameroun. Loin d'être une apologie du terrorisme, cet article a un intérêt citoyen puisqu'il a démontré comment l'orthodoxie de la gouvernance publique doit avoir un objectif anticipateur des crises qui peuvent survenir en cas de non-respect des principes de l'Etat de droit. Il y a donc nécessité de réviser les actions publiques en matière de développement durable pour les jeunes générations à qui le sentiment national doit être inculqué par la bonne gouvernance des élites qui occupent des positions de pouvoir.

Bibliographie

BACH Daniel Compagnon, 2011 : « Patrimonialisme : lectures et interprétations comparées » in BACH Daniel et MAMOUDOU GAZIBO, *l'Etat néopatrimonial : genèses et trajectoires contemporaines*, pp. 37-78.

- BADIE Badié, 2014 : *L'Etat importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard.
- BITA Charles Alain, et NGONO Jean Francky Landry, 2022 : « La gestion des crises bancaires au Cameroun depuis 1982 », *Revue Congolaise de Gestion*, Numéro 34, pp. 87-110.
- BOBBO MOUSSA, 2022 : « Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun : l'arbre qui cache la forêt », *IFRI*, Note n°. 32.
- CROZIER Michel, 1970 : *La société bloquée*, Paris, Seuil.
- DALLOZ Jean Pascal, 2006 : « Au-delà de l'Etat néo patrimonial. Jean-François Médard et l'approche élitaire », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 13, pp. 617-623.
- GAULME François, 2007 : « 'Etats faillis', Etat Fragiles' : concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale », *Politique étrangère*, n° 1, pp. 17-29.
- GUIBBAUD Pauline, *Boko Haram, Histoire d'un islamisme sahélien*, Paris l'Harmattan,
- HONNETH Axel, 2013 : *La lutte pour la reconnaissance sociale*, Paris, Gallimard.
- KOUNGOU Léon., 2014 : *Le Cameroun à l'épreuve des menaces*, Paris, L'Harmattan.
- KOUNGOU Léon, 2016 : *Boko Harm. Parti pour durer*, Paris, l'Harmattan, 2016.
- LE GALES, 1999 : « Le desserrement du verrou de l'Etat ? », *Revue Internationale de politique comparée*, n° 3, pp.627-652.
- MARCH James Gardner, OLSEN Johan Peter, 1984: « The New Institutionalism: organizational factors in political life », in *American Political Science Review*, Vol. 78, pp. 734- 749.
- NANA NGASSAM Rodrigue, 2020 : « Historique et contexte de naissance de la secte Boko Haram au Cameroun », *Cahier Thucydide*, n° 24, pp. 1-33.

NGUELIEUTOU Auguste, 2008 : « L'évolution de l'action publique au Cameroun : l'émergence de l'Etat régulateur », *Polis/RCSPCPSR*, Vol. 15 Numéros 1 et 2, pp. 1-25.

OUSMANOU WATCHOCK A BIREMA, 2018 : « Le problème est-il ailleurs ? Repenser la faillite de l'Etat africain au prisme de la théorie du système-monde néolibéral », pp.1-22.

RUNCIMAN Garry, 1966 : *Deprivation and Social Justice*, Paul, Londres.

SEIGNOBOS Christian, 2015 : « Boko Haram et le Lac Tchad. Extension ou sanctuarisation ? », in COURTIN Nicolas, Comprendre Boko Haram. Des pasteurs transhumants entre alliance et conflits au Tchad, *Afrique contemporaine*, n° 255, pp. 93-120.

TAMEKOU Raoul, 2008 : « Programme National de Gouvernance (2006-2010) et modernisation administrative. Le Cameroun à l'heure de nouveau managment public », *Revue Internationale des Sciences Administratives*, Vol 74, pp. 235-252.

TOUNA MAMA, 2008 : *L'économie camerounaise. Pour un nouveau départ*, Afredit.

VERON Jean Bernard, 2011 : « La somalie : cas d'école des Etats dits 'faillis' », n° 1, pp. 45-57.

WASSOUNI François et GWODA Addalbert Albert, 2017 : *Boko Haram au Camroun : dynamiques plurielles*, Yaoundé, Presses de l'Imprimerie les Grandes Editions.

WASSOUNI François et GWODA Addalbert Albert, 2017 : *Regards croisés sur Boko Haram au Cameroun*, Les Editions du Schabel.

ZIEGLER Jean, 2002 : *Les nouveaux maîtres du monde*, Paris, Fayard.

ZIEGLER Jean, 2008 : *La haine de l'Occident*, Paris, Seuil.